

SBSTA/SBI TRAVAIL CONJOINT DE KORONIVIA SUR L'AGRICULTURE

CONTRIBUTION DE SOS SAHEL

Octobre 2018

SOS SAHEL saisit l'opportunité de soumettre ses vues sur le thème 2 a) : *Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux* – dans le cadre du travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture (KJWA) à la 48^{ème} session des organes subsidiaires.

Dans le Sahel, l'urgence d'agir pour l'agriculture nécessite de mettre les acteurs locaux, leurs pratiques, leurs initiatives et de se mettre à leur service, dans une approche de l'agriculture plus large et plus intégrée.

L'agriculture est essentielle pour l'économie, la sécurité alimentaire et l'emploi.

Au sud du Sahara, le Sahel est une région aride qui s'étend sur 12 pays et 7.000 km d'est en ouest. La population des pays du Sahel, majoritairement rurale est estimée à 300 millions de personnes et double tous les 20 ans. Le secteur agricole tient une place essentielle dans les économies nationales, de 16 % au Sénégal à 48 % au Tchad¹ et fournit la majeure partie des emplois: 32 % au Sénégal, plus de 70 % au Burkina, au Mali et au Tchad, 81 % au Niger².

Il s'agit d'une agriculture familiale, pluviale à plus de 90%, au très faible niveau d'équipement et de consommation d'intrants. Ses résultats sont très dépendants du climat, caractérisé par sa grande variabilité dans l'espace et dans le temps. Les pays investissent peu dans leur agriculture en comparaison de ce qu'elle leur rapporte³. De plus l'agriculture est fragilisée par la dégradation des écosystèmes, une réduction généralisée des ressources naturelles disponibles qui se traduit par une déforestation de grande ampleur, une baisse sévère de la fertilité des sols et des modifications des cycles hydrologiques.

Les systèmes agricoles sahéliens sont dynamiques mais fragiles. Ces systèmes se sont relevés des grandes sécheresses des années 1970 et 1980, véritables crises climatiques aux effets sociaux, économiques et environnementaux dévastateurs et se sont adaptés à une baisse durable de la pluviométrie ayant atteint 20 à 40 % selon les zones, par rapport à la première moitié du XX^{ème} siècle. Malgré cette situation très pénalisante, qui préfigure les effets annoncés du réchauffement de la planète, la production de céréales par habitant n'a jamais cessé de croître régulièrement tout au long des dernières décennies. Aujourd'hui encore les pays du Sahel nourrissent leurs populations et malgré des crises conjoncturelles récurrentes, les importations de produits alimentaires ne dépassent pas 7 % des besoins⁴.

¹ AGRA, 2018, Africa Agriculture Status Report: (Issue 6). Nairobi, Kenya:

² Allen, T., P. Heinrigs et I. Heo, 2018, Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest, *Notes ouest-africaines*, N° 14, Éditions OCDE, Paris

³ AGRA, 2018 op. cit. (excepté le Sénégal qui réinvestit 18 % des revenus de l'agriculture dans ce secteur, peu d'États du Sahel réinvestissent plus de 5 % de ce qu'apporte l'agriculture à leur économie)

⁴ Allen et all, op. cit.

Notre lecture de la situation

Il y a urgence à renforcer l'agriculture du Sahel face au changement climatique. Le développement des régions arides du Sahel est intimement lié aux performances et à la stabilité de son agriculture. Pourtant celle-ci opère dans des conditions climatiques extrêmes et les modèles climatiques laissent présager des conditions encore plus difficiles dans un avenir proche. L'augmentation annoncée de la variabilité du climat rendent les progrès techniques plus aléatoires et maintiennent les pays dans un état de vulnérabilité élevé.

Les pratiques locales ont un fort potentiel pour l'adaptation mais ne sont pas reconnues. Les systèmes agricoles africains sont adaptés à leur environnement, conservent les sols, valorisent les ressources forestières et les zones humides, et sont moins vulnérable aux aléas et aux chocs climatiques. Mais l'agriculture africaine est restée "traditionnelle" et est aujourd'hui jugée moins performante, parce qu'elle n'a pas assez été reconnue et valorisée. Elle n'a pas été suffisamment soutenue par la recherche scientifique. Elle n'est pas source d'inspiration pour les décideurs politiques. Pourtant les cultures de décrue et de bas-fonds, l'élevage transhumant, les cultures mixtes sont autant de modes de valorisation de milieux naturels contraignants, qui sont productifs et ont fait leurs preuves face au changement climatique, sans avoir reçu la reconnaissance et l'appui nécessaires pour développer leur potentiel. La recherche de performance et d'efficacité pousse les décideurs à porter leur regard vers des produits extérieurs, issus de processus industriels, sans donner assez de considération aux connaissances dont disposent les communautés locales. Le mil, le sorgho, le maïs ou le fonio sont les principaux aliments consommés dans la région. Mais les efforts consentis et les budgets alloués pour améliorer ces cultures sont ridicules en comparaison des efforts de diffusion de cultures industrielles comme la culture du riz par exemple.

Promouvoir l'adaptation de l'agriculture dans le Sahel recèle un grand potentiel pour l'atténuation et de multiples co-bénéfices. Les systèmes agricoles de type agro-sylvo-pastoral qui caractérisent la région sahélienne, sont propices à la séquestration du carbone dans les sols et les forêts sèches. Ils reposent sur une diversité d'activités et la succession des modes d'utilisation de l'espace et des ressources au cours de l'année. Ces systèmes complexes sont adaptés à des variations climatiques interannuelles importantes, apportent une alimentation riche et diversifiée, fournissent des emplois, y compris des emplois spécifiques aux femmes qui y jouent un rôle de premier plan.

Le modèle d'agriculture est au cœur de l'économie et de l'identité des peuples. Là où l'économie alimentaire fournit jusqu'à 60 ou 80 % des emplois, l'agriculture occupe une place fondamentale dans l'économie nationale, mais aussi dans les langues, les cultures et dans l'identité des sociétés. On notera que les pays les plus vulnérables du Sahel sont affectés par des conflits armés comme le Mali, le Nigeria, le Niger, le Tchad où les mouvements de contestation se nourrissent d'un manque de reconnaissance et d'investissement de l'État eu égard à la contribution économique de leurs régions à l'économie nationale, et d'un sentiment de dépossession de leur culture, de leur capacité à décider de leur avenir.

Les réponses apportées jusqu'ici ont eu des effets limités en partie parce qu'elles n'étaient pas assez adaptées au milieu local. Jusqu'ici la plupart des initiatives menées pour améliorer

les performances de l'agriculture ont été forgées dans des enceintes scientifiques extérieures, en vue d'être proposées aux producteurs à grande échelle. Beaucoup de solutions proposées en matière d'amélioration génétique, de mécanisation, de techniques de culture, de fertilisation, de transformation des produits n'ont pas eu les impacts escomptés. Certaines solutions ont même eu des effets négatifs, comme les espèces introduites devenues invasives, la disparition de nombreuses variétés cultivées locales.

Les pratiques endogènes ont besoin d'être renforcées par la recherche scientifique. Les recommandations des ateliers suggèrent que des technologiques doivent encore être identifiées, leur pertinence vérifiée avant leur mise en œuvre. Il s'agit là d'un travail long et complexe, nécessitant des compétences et des budgets élevés, qui ne seront mobilisés que lentement pour fournir des résultats dans un futur assez lointain. Plutôt que d'introduire de nouvelles techniques qui ont montré leur efficacité ailleurs, il nous paraît essentiel de partir de pratiques locales et de les améliorer dans une démarche de recherche-action, permettant d'en améliorer les performances en termes de productivité et d'adaptation au changement climatique. Il nous semble pertinent de valoriser les initiatives récentes portant leurs regards sur les 'bonnes pratiques', les savoirs locaux, qu'ils répertorient et dont ils étudient les conditions de mise en œuvre. Ces pratiques sont nombreuses et méritent d'être le point de départ de la transformation de l'agriculture dans le Sahel.

Les approches du développement sont focalisées sur les aspects techniques sans prendre en compte la dimension sociale du changement. Les travaux des ateliers du processus de Koronivia font abondamment référence au développement et aux transferts de technologies, tant dans le domaine des techniques à adopter que dans les moyens de les diffuser et d'en mesurer les effets. Nous notons avec préoccupation que la dimension culturelle, sociale de la transformation semble totalement absente des travaux des groupes de travail alors qu'elles sont les mécanismes de base de cette transformation. C'est pourquoi les représentants des sociétés concernées insistent sur l'importance de prendre en compte les technologies endogènes, parce qu'elles sont porteuses des cultures et des modes d'organisation des sociétés.

L'adaptation de l'agriculture contribuerait à prévenir les risques de catastrophes. À juste titre les États de la région élaborent des systèmes d'évaluation des risques, des systèmes d'alerte précoce, mettent en place des plans de contingence et des systèmes d'assurance pour dédommager les victimes de catastrophe. Mais il semble que la prévention ne soit pas prise en considération. Les synergies avec le cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe 2015–2030 ne sont pas encore explorées. Pourtant, prévenir est moins coûteux que soigner, réparer et reconstruire. Une agriculture bien menée face à la menace climatique permettrait d'éviter la dégradation des écosystèmes sources de protection, de régulation, de fourniture de biens et de services utiles à la production, à la restauration et à la reconstruction.

Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers

Associer le plus grand nombre d'acteurs à l'échelle locale. Beaucoup des pistes énoncées dans les ateliers du groupe de travail conjoint de Koronivia relèvent de l'action des acteurs

nationaux et internationaux et restent tout à fait pertinentes. Mais ces solutions ne mobilisent pas assez la diversité des acteurs locaux et leurs institutions (gouvernements locaux, organisations de producteurs, OSC, secteur privé, autorités traditionnelles,...). À l'heure où toutes les énergies doivent être mobilisées, SOS SAHEL suggère des modalités de mise en œuvre des recommandations des ateliers du groupe de travail conjoint de Koronivia qui apportent une dimension nouvelle à l'action des États et de leurs partenaires.

En introduction de l'atelier sur l'état des connaissances scientifiques pour renforcer l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, le représentant de la FAO a souligné le fait que l'adaptation au changement climatique est un phénomène spécifique à chaque situation. L'expérience de SOS SAHEL montre qu'à l'aide d'une approche pertinente, l'action au niveau local permet d'initier la transformation dans ses dimensions technique et sociale.

SOS SAHEL suggère que les résultats des cinq ateliers soient mis en œuvre au niveau local, dans des unités géographiques aussi cohérentes que possibles. Dans des pays pauvres en infrastructures et en équipements, cette approche permet de démultiplier le nombre d'acteurs et d'institutions impliqués, et les sources d'inspiration et d'action pour la transformation.

Construire sur des politiques existantes mais peu mises en œuvre. Cette approche n'est pas nouvelle. Elle est en phase avec les politiques de décentralisation engagées dans la plupart des pays du Sahel. La CEDEAO qui a pour mandat d'approfondir l'intégration régionale, insiste sur l'importance de réaliser la décentralisation pour réussir l'intégration régionale. Cependant les processus de décentralisation se sont souvent arrêtés avant le transfert des pouvoirs et des ressources aux collectivités locales.

SOS SAHEL suggère que les politiques nationales créent les conditions d'un transfert aux collectivités locales qui en font la demande et s'organisent en conséquence, de la responsabilité et des ressources nécessaires à la planification et le pilotage des processus d'adaptation de l'agriculture au changement climatique.

Construire une dynamique multisectorielle autour de l'agriculture. Dans de nombreux pays, la planification du développement confiée aux collectivités territoriales, concerne surtout les infrastructures et services sociaux de base. Les activités de production, en particulier l'agriculture, ne s'inscrivent que très partiellement voire pas du tout dans cette planification du développement.

Avec un appui méthodologique approprié les collectivités territoriales seraient en mesure de piloter des démarches intégrées, réunissant l'ensemble des acteurs et institutions locaux autour de la planification du développement et de l'adaptation des secteurs productifs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des ressources en eau, des forêts. En plus des équipements sociaux, les plans de développement locaux devraient mettre en place des périmètres irrigués, la gestion/restauration des forêts, la création de petites entreprises de services à l'agriculture, dans une optique d'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Cette approche permettrait d'intégrer les actions de prévention, de renforcement de la productivité et d'adaptation.

SOS SAHEL suggère que les résultats de l'atelier sur l'identification et l'évaluation des pratiques et technologies agricoles qui renforcent la productivité et la sécurité alimentaire soient valorisés de telle façon que les États mettent en place un appui méthodologique et des mécanismes de renforcement des compétences de leurs services techniques déconcentrés, des collectivités locales et de leurs partenaires locaux en matière de planification et d'analyse économique, sociale et environnementale, pour qu'ils maîtrisent l'élaboration d'une vision intégrée du développement dans une perspective territoriale cohérente, activant l'adaptation de l'agriculture au changement climatique.

SOS SAHEL suggère que les mécanismes de financement des plans de développement locaux qui existent déjà dans plusieurs pays soient renforcés pour soutenir l'action des collectivités locales vers l'adaptation au changement climatique. Il s'agirait de faire de ces mécanismes de financement des outils pour la transformation recherchée, à la recherche d'impacts dans les domaines de la prévention, de la protection, de la restauration, sans perdre de vue le caractère productif des actions entreprises. Ces mécanismes de financement doivent être soutenus par les institutions de microfinance.

Soutenir les initiatives locales et les processus d'innovation. De nombreux producteurs sont déjà moteurs de transformation. Ils adoptent des bonnes pratiques, construites sur des savoirs traditionnels enrichis de sources extérieures de connaissances. À petite échelle, ils mènent des expérimentations adaptées aux conditions locales. De plus nombreux acteurs ne disposent pas des moyens de réaliser les petits aménagements, de modifier leurs pratiques, en fonction de leur expérience. L'expérience de SOS SAHEL démontre que les moyens nécessaires pour innover, au plan individuel ou communautaire, sont souvent très modestes et qu'apporter aux producteurs des services de proximité est source de transformation.

Avant tout, les acteurs ont besoin de conseils et d'informations pour orienter, confirmer des intuitions, résoudre des questions techniques simples. Il existe de multiples sources de connaissances et d'information accessibles à travers le monde. Mais les acteurs ont besoin d'un accompagnement de proximité qui les aide à faire face aux multiples obstacles auxquels ils sont confrontés. Ce travail de proximité nécessite que les services techniques des États et les centres de recherche se mobilisent au service des producteurs, acteurs de la transformation et appuient ces processus d'innovation. SOS SAHEL démontre qu'avec un appui adapté, le secteur privé organisé en centres de services, peut jouer un rôle moteur dans l'apport de services de proximité aux producteurs.

SOS SAHEL suggère que les résultats des cinq ateliers tenus sur les questions relatives à l'agriculture soient valorisés de telle façon les États identifient et mettent en place les services de proximité nécessaires et les mécanismes de promotion, de soutien et de validation des initiatives locales et des processus d'innovation qui contribuent à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique.